



## Montée progressive vers l'unité de la lutte

Les luttes se suivent et ne se ressemblent pas exactement.

Celle que les salariés ont engagée contre les effets de la politique du gouvernement depuis plusieurs années, depuis l'élection du président de la République et depuis l'explosion de la crise du système, n'a pas exactement les mêmes formes que les luttes menées auparavant : CPE, retraites, etc... et qui ont toutes été utiles.

Les luttes ne se ressemblent pas exactement, mais elles ont des points communs : qui lutte contre qui ? Et pour défendre quels intérêts ?

De nombreuses observations parues dans la presse montrent que l'existence des services publics en France y rend les conséquences de la crise d'accaparement des richesses par les banquiers et les spéculateurs moins insupportables pour les salariés et les chômeurs que dans d'autres pays.

Le modèle social que Denis Kessler voulait éradiquer le 4 octobre 2007, il n'y a pas deux ans : « À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité au programme ambitieux des réformes [du président de la République]. C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exceptions. Il s'agit de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance. » refait maintenant surface et des éminents éditorialistes recommandent aux gouvernements de s'inspirer de la situation française...

Hommage du vice à la vertu, sans doute. Mais si on ne veut pallier les terribles conséquences de la crise du système que très marginalement pour les pauvres, juste assez pour qu'ils ne se révoltent pas, et grassement pour les banques et les grands patrons, il faut utiliser au mieux ce qui subsiste du modèle social.

Tout cela est plein de contradictions, puisque l'objectif présidentiel n'a pas changé : il « a la banane » et compte bien continuer sur sa lancée : il ne s'est « trompé sur rien »...

Mais ces phrases guerrières et destructrices n'ont pas deux ans, et déjà ce dogme s'effrite.

Lutter pour défendre les services publics, pour la défense des statuts, pour les salaires, contre la précarité, c'est lutter pour tous, public comme privé.

**Les travailleurs luttent et, au delà de l'apparent manque de cohérence de la stratégie syndicale, un mouvement se construit petit à petit, dont un des piliers forts est la déclaration du 5 janvier des huit organisations.**

Ce qui apparaît à certains comme une série sans liens d'actions isolées prend corps peu à peu, au cours des luttes successives, des coups reçus, du développement de la crise, des rencontres intersyndicales, et construit une logique qui n'était pas préétablie, une stratégie qui manquait. Tout cela prend son sens.

Le manque de cohérence est une des cibles de la FSU et particulièrement de notre courant de pensée U&A.

Depuis des mois, nous travaillons à donner de la cohérence et de la durée aux grèves et aux mouvements très nombreux qui s'organisent partout dans le pays.

Si un manque regrettable de cohérence persiste, c'est parce que des intérêts secondaires continuent d'être privilégiés par des responsables d'organisations syndicales. Les élections professionnelles ont été un de ces intérêts et une de ces raisons. La loi sur la représentativité syndicale en est une autre, puissante.

## C'est dans l'action que l'unité se construit

La volonté unitaire des salariés, du privé comme du public, est le moteur principal de la construction de la cohérence.

Le sondage paru aujourd'hui dans Sud-Ouest montre que la confiance des citoyens dans les syndicats est très élevée, **surtout chez les salariés les plus jeunes (67% d'opinions favorables chez les Français de 25 à 34 ans)** : *« Alors que les manifestations du 29 janvier et du 19 mars derniers ont démontré une véritable mobilisation de l'opinion publique contre la politique gouvernementale dans ce contexte de crise, une majorité de Français accordent leur confiance aux syndicats (57%), même si seuls 8% leur font « tout à fait confiance ». Ce niveau rejoint celui enregistré en décembre 2002 (56%) et en septembre 2005 (57%). Il s'avère néanmoins en nette augmentation par rapport à avril 2006 (51%, + 6 points), à l'issue du mouvement social contre le CPE. Ainsi, malgré un taux de participation exceptionnellement faible lors des élections prud'homales de décembre (25,5% parmi les salariés), les syndicats apparaissent néanmoins comme des acteurs majeurs de la vie politique et sociale française, notamment dans cette période de crise et de plans sociaux. »*

## Une action qui dure et dont le sens s'approfondit

Revenons donc à notre question : qui lutte contre qui et pour défendre quels intérêts ?

Le changement majeur dans la lutte en construction est l'objectif qui n'est plus seulement la préservation des intérêts individuels et collectifs, un objectif précis comme le CPE, mais qui vise le système économique lui-même, en travaillant à imaginer et imposer une autre logique économique, un autre mode de développement et de distribution des richesses, une autre organisation du monde.

Cela ne contrevient évidemment pas à un des objectifs de la FSU qui est la transformation sociale. Mais c'est un objectif qui s'est considérablement rapproché avec la faillite du capitalisme financier dit « libéral ».

Plusieurs réflexions s'imposent ici :

Plus que jamais, l'organisation des luttes au niveau local s'impose, pour répondre aux besoins des salariés et pour construire la base de convergence des luttes. Il faut rassembler le plus grand nombre de salariés et d'usagers des services publics dans des actions qui les concernent directement.

La loi sur la représentativité syndicale va apporter des bouleversements profonds dans la vie syndicale et le paysage syndical. Le résultat des élections qui se sont déroulées cette semaine à la SNCF est à étudier de près. Les débats du thème 4 du congrès du SNES sur l'évolution de la FSU et l'objectif d'unification syndicale, cette semaine à Perpignan, ont été très denses et riches, en prévision du congrès de l'hiver prochain.

Enfin, le pouvoir et le patronat n'ont évidemment pas renoncé à casser la dynamique unitaire de la lutte, surtout en favorisant la division.

## Le pouvoir n'a pas abandonné la vieille arme de la division. Répondons par l'unité public/privé !

Alors que 79 900 chômeurs se sont inscrits au chômage en février, alors que 2 800 personnes s'inscrivent actuellement par jour, sans compter les milliers d'autres qui sont chassées des dispositifs du nouveau pôle emploi pour « ancienneté », alors que le nombre de jeunes chômeurs de moins de 25 ans a augmenté de 5,1 % en février et de 32 % en un an, le pouvoir tente de casser la dynamique fondée sur la plateforme du 5 janvier en jouant la division.

Dans un débat de l'Humanité de samedi, un éminent collègue de M. Richard Decoings, M. Dominique Reynié, professeur à Sciences Po et directeur général pour la fondation pour l'innovation politique, écrit : « *si la diminution du poids de la Fonction Publique devait échouer, il deviendrait impossible de transférer vers les salariés du privé une plus grande partie de la richesse nationale qui est aujourd'hui consommée par l'Etat* » Ce grand spécialiste de l'innovation politique ajoute : « *A l'abri de ce qu'on pourrait appeler un **bouclier statutaire**, les salariés de la Fonction Publique n'ont désormais plus rien à voir avec les classes populaires en général et la classe ouvrière en particulier* ».

Passez muscade, foin du bouclier fiscal, des parachutes dorés, des dizaines de milliers d'actions offertes aux cadres les plus performants dans la casse des entreprises, des deltaplanes de chez Hermès, de la précarisation galopante dans la fonction publique, de la baisse constante du pouvoir d'achat des fonctionnaires en général et particulièrement des fonctionnaires de catégorie B et C., des conditions de travail dégradées, de la RGPP, Si ça va mal aujourd'hui pour les ouvriers, c'est à cause des fonctionnaires.

Comme innovation, il y a plus frais !

Cela montre que notre lutte porte, que nos forces sont globalement croissantes et s'organisent, mais aussi que le pouvoir est loin d'avoir abandonné la lutte.

**Cela montre surtout que notre tâche prioritaire est l'unité des salariés, l'unité chez nous, dans la FSU, dans la Fonction Publique et l'intersyndicale de la Fonction Publique, mais aussi dans l'interpro.**

Notre direction a rencontré la CGT deux fois ces semaines-ci. La CDFT a demandé une rencontre à Aschieri.

Des intersyndicales sont prévues les jours prochains. La plus proche se place demain lundi 30 mars.

Il faut qu'il en sorte un progrès dans la lutte commune.

Au niveau départemental, une action doit probablement être organisée le 2 avril dans le cadre des 1000 actions pour défendre l'Ecole. Soyons attentifs aux modalités de cette action et soyons nombreux à y participer.

U&A FSU 64, le 29 mars 2009